

## L'Internet Society fait progresser la sécurité des objets connectés

*Elle lance un groupe de travail sur la sécurité des objets connectés et dévoile les résultats de l'étude  
« Les français et les objets connectés »*

*Les membres fondateurs du groupe de travail sur les objets connectés sont notamment : l'AFNIC, l'ANSSI, l'ARCEP, le CINOV-IT, le Conseil National du Numérique (CNNum), La Quadrature du Net, Nokia, le Pôle Systematic Paris-Région*

Paris – 8 janvier 2019 – L'[Internet Society](#), organisation mondiale à but non lucratif dédiée au développement ouvert, à l'utilisation et à l'évolution de l'Internet, a lancé avec son Chapitre Français, un [Groupe de travail sur la sécurité des objets connectés](#) afin d'explorer les moyens de renforcer la confiance des utilisateurs de l'internet des objets. Alors que demain marque le démarrage des soldes d'hiver, l'organisation a pour objectif de sensibiliser les consommateurs à la sécurité insuffisante de nombreux produits connectés à Internet.

Bien que l'expansion mondiale des objets connectés ait été massive, son adoption est encore précoce. Une étude réalisée auprès de 1 027 participants français par OpinionWay pour l'Internet Society France en juin 2018 indique que seulement 30% des personnes interrogées âgées de 18 à 30 ans ont un dispositif connecté. Trois participants sur quatre (76%) ont convenu que les objets connectés présentaient un risque pour le respect de la vie privée ou la protection des données personnelles. C'est également la moitié des personnes interrogées qui a déclaré qu'elle aurait davantage confiance en ces dispositifs s'ils disposaient d'un label garantissant la protection des données personnelles et la sécurité de l'utilisateur. Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le résumé de l'étude OpinionWay, « [Les français et les objets connectés](#). »

Le groupe de travail sur la sécurité des objets connectés est soutenu par des entreprises comme par des organisations gouvernementales et non gouvernementales en France. Il fait partie d'un effort global de l'Internet Society pour sensibiliser aux risques de sécurité inhérents à l'utilisation de dispositifs connectés et il s'appuie sur un échange de bonnes pratiques en Europe et dans le reste du monde, notamment au Canada et au Sénégal où des initiatives similaires de l'Internet Society sont en cours. L'organisation encourage les fabricants de dispositifs connectés grand public à adopter le principe de « sécurité dès la conception » et à renforcer la sécurité de leurs produits en se fondant sur les normes et les bonnes pratiques reconnues au niveau international.

L'Internet et ses utilisateurs sont confrontés à un risque croissant de cyber menaces car un nombre croissant de dispositifs grand public non sécurisés se connectent à Internet chaque jour. Selon *Gartner*, le nombre de dispositifs et de systèmes composant ces [objets connectés devrait atteindre 20,4 milliards d'ici 2020](#), soit plus de 2,5 fois la population mondiale. Ces dispositifs et services connectés mal sécurisés peuvent servir de points d'entrée pour de telles cyberattaques, compromettant des données sensibles et menaçant plus largement la sécurité des utilisateurs.

« À l'heure actuelle, rien n'est fait pour renforcer la sécurité et la confidentialité des dispositifs connectés grand public. Nous exhortons les fournisseurs de dispositifs et de services connectés grand public à adopter [nos principes de sécurité et de confidentialité pour les objets connectés](#) lors de la production de leurs dispositifs. L'adoption de ces principes protégera le réseau, ses utilisateurs et l'infrastructure des informations critiques contre les cyber menaces », déclare Frédéric Donck, directeur du bureau européen de l'Internet Society.

*Les membres fondateurs du groupe de travail sur les objets connectés sont notamment : l'AFNIC, l'ANSSI, l'ARCEP, le CINOV-IT, le Conseil National du Numérique (CNNum), La Quadrature du Net, Nokia, le Pôle Systematic Paris-Région*

Les membres fondateurs du groupe de travail sur la sécurité des objets connectés sont notamment l'AFNIC (Association française pour le nommage Internet en coopération), l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes), le CINOV-IT (Chambre professionnelle des TPE/PME du numérique), le Conseil national du numérique, La Quadrature du Net, Nokia et le Pôle Systematic Paris-Région.

« L'ARCEP a identifié les Objets Connectés comme l'un des domaines prioritaires de sa revue stratégique. Cela implique de garantir la disponibilité des ressources limitées (la numérotation, les adresses IP, les codes réseau, les accès aux fréquences, etc.) pour soutenir l'émergence des réseaux pour les objets connectés et les territoires intelligents », explique Pierre Boutot, conseiller technique pour le spectre, les Technologies et l'Innovation à l'ARCEP.

Compte-tenu du développement rapide des dispositifs connectés, le groupe de travail multi-parties prenantes sur la sécurité des objets connectés prévoit, d'ici à fin 2019, de publier des recommandations concrètes sur le renforcement de la sécurité des objets connectés. Étant donné la nature technique de la question, le groupe de travail est ouvert non seulement au secteur public et à la société civile, mais également au secteur industriel qui a un rôle essentiel à jouer. « Si les entreprises vendent des dispositifs intelligents, elles doivent impérativement adopter la sécurité et la confidentialité dès la conception, et mettre en œuvre des normes et des politiques de confidentialité responsables afin de protéger les utilisateurs, avant de qualifier leurs dispositifs d'intelligents », déclare Constance Bommelaer de Leusse, Directrice des politiques publiques pour l'Internet Society Monde et coprésidente du groupe de travail sur les objets connectés.

Intermédiaire de confiance de longue date entre la communauté technique, les décideurs publics, les utilisateurs finaux, la société civile et les dirigeants d'entreprise, l'Internet Society et son chapitre français sont particulièrement bien placés pour aider les décideurs à élaborer une législation en proposant des solutions et des recommandations pour un déploiement plus sûr des objets connectés. « Cela correspond parfaitement à notre expertise en matière de technologies et de politiques du numérique et à la démarche de co-construction à laquelle nous sommes fondamentalement attachés », déclare Lucien Castex, secrétaire général de l'Internet Society France, co-président du groupe de travail sur les objets connectés, et chercheur à l'Université Sorbonne Nouvelle.

Les organisations et les personnes intéressées par le groupe de travail sur la sécurité des objets connectés sont invitées à se rendre sur <https://www.isoc.fr/groupe-iot/> pour en savoir plus.

#### **Ressources associées :**

- Cadre de confiance de l'Internet Society sur les Objets connectés : <https://www.internetsociety.org/iot/trust-framework/>
- Communiqué conjoint avec la FashionTech Week sur la sécurité des dispositifs connectés : <https://www.internetsociety.org/news/statements/2018/joint-communique-with-the-fashion-tech-week/>

#### **À propos de l'Internet Society**

Fondée par des pionniers d'Internet, l'Internet Society (ISOC) est une organisation à but non lucratif qui se consacre au développement ouvert, à l'évolution et à l'utilisation d'Internet. Opérant à travers une communauté mondiale de chapitres et de membres, l'Internet Society collabore avec une grande diversité de groupes dans le but de promouvoir les technologies destinées à sécuriser l'Internet, et défend les politiques garantissant un accès universel. L'Internet Society est la base organisatrice de l'IETF (Internet Engineering Task Force, (« Groupe de travail sur l'ingénierie Internet »)).

#### **À propos de l'Internet Society France**

L'Internet Society est une association qui représente les utilisateurs d'Internet en France. Les membres de l'Internet Society construisent le futur d'Internet, en préservant les fondements : un Internet neutre, unique et ouvert à tous. L'Internet Society France regroupe plus de 1 000 membres en France. Créé en 1996, le chapitre français est présidé par Nicolas Chagny depuis 2015.

#### **Contacts presse**

Internet Society : Allesandra Desantillana - [desantillana@isoc.org](mailto:desantillana@isoc.org)

Internet Society France : Gabrielle Apfelbaum - +33 6 19 19 25 53 - [gabrielle@barthelemyconseil.com](mailto:gabrielle@barthelemyconseil.com)